

Maroc/OTAN : Pas de base militaire opérationnelle au Maroc



Al Bayane - Mustapha Znaidi

30 mai 2007

L'ambassadeur Alessandro Minuto Rizzo, Secrétaire général délégué de l'Alliance du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a écarté l'idée d'installer « une base militaire opérationnelle au Maroc », qualifiant toutefois de « très bonnes » et « stratégiques » les relations entre les deux parties. Celles-ci sont, toutefois, appelées à « se développer sur la plan quantitatif ».

« Une base militaire pour quoi faire ? » s'est-il interrogé, en réponse à une question posée par Al Bayane, car « même dans des pays comme la Macédoine ou la Croatie, on ne parle pas de base militaire » a-t-il précisé. « Nous sommes très pacifiques et vous ne devez pas être préoccupés par une image trop agressive de l'OTAN » nous a-t-il déclaré.

Pour le secrétaire général délégué de l'OTAN, l'important n'est pas d'installer des bases, mais que les gens se comprennent entre eux ». D'ailleurs, l'organisation envisage la mise en place d'une faculté à Rome qui va s'occuper des questions stratégiques dans le monde arabe. Cette décision sera entérinée dans une prochaine réunion de l'OTAN. S'exprimant vendredi devant un parterre de journalistes marocains en visite au siège de l'OTAN, Minuto Rizzo a exprimé « une appréciation positive » sur le Maroc, pays vu comme étant « engagé dans la voie de progrès ».

« Je peux dire que la coopération militaire bilatérale est en train de s'améliorer, dans le respect réciproque » s'est-il réjoui. Selon lui, le Maroc n'est pas à ses débuts militaires, mais « c'est un pays ayant une sérieuse tradition militaire avec des forces armées très capables qui ont contribué à des missions de maintien de paix dans le monde à plusieurs reprises ». Les cas du Kosovo et de la Bosnie... sont cités en exemple.

Si la coopération OTAN - Maroc va bien, le secrétaire général-adjoint a toutefois, estimé qu'elle se situe « à un moment de transition » et qu'« il faudrait la développer en quantité ». Si 3 ou 4 années ont été utiles pour tracer le cadre de base et de principes de la coopération bilatérale, « on pourrait faire plus que nous faisons aujourd'hui » a-t-il espéré.

Il faut rappeler que le Maroc, en plus de six autres pays - en l'occurrence la Mauritanie, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et Israël -, est engagé dans le dialogue méditerranéen (DM), lancé en 1995 avec l'objectif de parvenir à une meilleure compréhension mutuelle et d'améliorer l'image de l'OTAN dans ces pays et de contribuer à la sécurité et à la stabilité de la région.

Ce dialogue a été progressivement renforcé. Depuis 1997, lors du Sommet de Madrid, il est doté d'un Groupe de coopération méditerranéenne, dans le cadre duquel se tiennent des consultations diplomatiques annuelles.

Quant à la coopération pratique, elle se fait sur la base d'un Programme de travail du dialogue méditerranéen (MDWP) annuel comprenant diverses activités, notamment dans les domaines de gestion des crises, politique, stratégie de défense, prolifération d'armes de destruction massive (ADM), armes légères et de petit calibre, action humanitaire... Ce programme s'est vu ensuite renforcé par un Programme militaire du dialogue méditerranéen (MDMP) dont l'ambition d'arriver à mettre en place l'inter-opérabilité entre les armées alliées et le DM.

Lors du sommet d'Istanbul en 2004, il a été décidé d'élever le niveau du DM au rang de partenariat, axé entre autres sur l'inter-opérabilité, la réforme des armées, la lutte contre le terrorisme et le renforcement du dialogue politique.

Premier pays du DM à être associé à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN en novembre 2004, le Maroc prône une « approche globale et coopérative ». Il était le premier pays de la rive Sud à abriter une réunion au niveau de directeurs politiques, du Conseil Atlantique Nord (NAC) de l'OTAN et les sept pays méditerranéens membres du Dialogue méditerranéen en avril 2006.

Il a participé à de nombreuses opérations de maintien de la paix menées par l'OTAN, notamment l'IFOR (Forces de mise en œuvre de la paix en Bosnie), SFOR (forces de stabilisation de la paix en Bosnie) et KFOR (Forces au Kosovo).

Le royaume participe au commandement des forces navales, dans le cadre de l'opération Active Endeavour, relative à la surveillance du trafic maritime en Méditerranée qui vise à lutter contre le terrorisme. L'échange de données et d'informations constitue un des volets de cette coopération.

Le royaume souhaite se positionner comme une force de proposition et d'action au sein des pays du Dialogue méditerranéen et renforcer son poids géopolitique et géostratégique. Il cherche aussi à développer ses relations avec l'Alliance et faire bénéficier son armée de l'expérience de l'Alliance en matière de sécurité. Après s'être représentés à deux précédentes réunions de ministres de la Défense à Séville et en Sicile, le Maroc devra participer à une prochaine réunion au niveau des ministres des Affaires étrangères qui aura lieu en décembre prochain, et qui sera focalisée sur le volet politique.

Composée d'une quinzaine de journalistes représentants des médias écrits et audiovisuels, la délégation marocaine pilotée par deux cadres de la direction de communication du MAEC (ministères des Affaires étrangères et de la coopération) a effectué une visite d'information au siège central de l'OTAN, en réponse à une invitation de la Division de la diplomatie publique. L'objectif est de promouvoir une nouvelle image de marque de l'organisation. Avant les journalistes, c'était le tour de parlementaires.